



la Vérité

des Révolutionnaires

organe de la

LIGUE OUVRIERE REVOLUTIONNAIRE

Bimensuel n°105
29 Mars 1980-36

section française de la IV^e Internationale

GISCARD-BARRE DEHORS ! GREVE GENERALE !

Résolution de la 1ère Assemblée pour un Conseil de délégués ouvriers.

Les travailleurs, militants et jeunes réunis en Assemblée pour un conseil de délégués ouvrier autour de la métallurgie par la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, engagé la bataille politique pour en finir avec le gouvernement Giscard Barre par la grève générale, pour garantir le développement, le contrôle et l'issue immédiate de ce combat en formant un conseil de délégués ouvriers composé des représentants d'usines, d'entreprises, de bureaux, d'écoles, et des syndicats.

Toute l'étape antérieure de la lutte montre que seuls les travailleurs et la jeunesse, en occupant toute la scène politique, peuvent apporter une issue ouvrière à la crise et aux convulsions destructrices du système capitaliste. Mais pour occuper la scène politique véritablement pour leur propre compte, les travailleurs doivent former, dans la lutte pour la grève générale, le réseau prolétarien des comités de grève, des comités d'usine, des comités ouvriers, des délégués élus et contrôlés par les assemblées générales de travailleurs, ils doivent organiser le contrôle de la production et des banques, préparant ainsi la prise du pouvoir par un authentique gouvernement ouvrier.

Voilà le sens de notre bataille pour former un conseil de délégués ouvriers qui serait à la fois la représentation de l'ensemble de ce combat de classe, sa centralisation et sa direction. Nous appelons les travailleurs et la jeunesse, les militants ouvriers de toutes tendances à s'engager dans cette voie en préparant avec nous une Deuxième Assemblée pour le conseil de délégués ouvriers.

Pour chaque travailleur, chaque jeune, une chose est claire : la moindre de ses revendications se heurte au gouvernement qui entend par l'austérité et la matraque lui faire supporter la crise du capitalisme pourrissant. Les appels à

"l'effort" et à la "solidarité nationale" résonnent comme autant d'appels aux travailleurs pour qu'ils fassent cause commune avec les rapaces impérialistes qui veulent préserver leurs profits et privilèges. En même temps, chaque jour qui passe voit le gouvernement s'attaquer aux acquis des travailleurs et renforcer son arsenal de répression contre eux. Libération des prix, blocage des salaires, chômage, attaques contre la sécurité sociale, contre l'éducation, contre les libertés, contre la jeunesse, contre les travailleurs et étudiants étrangers, omni-présence des CRS dans les rues, les métros, contre les luttes... La liste s'allonge quotidiennement et Barre annonce avec arrogance qu'il ne s'agit que d'un début !

Parmi les travailleurs et la jeunesse, une exigence monte : on ne peut continuer à laisser sévir ce gouvernement, il faut organiser la grève générale de tous les travailleurs pour l'effacer de la scène politique !

Car les journées d'action, les grèves par secteur ou même nationales de 24 heures, sous les artifices de pression "pacifique" et soit-disant "démocratique", ont démontré leur incapacité totale à arrêter les attaques, à préserver les acquis et à en conquérir de nouveaux.

Une nécessité s'impose : c'est le gouvernement qu'il faut affronter, c'est par la grève générale qu'il faut le balayer !

**DEHORS GISCARD-BARRE !
GREVE GENERALE !**

Mais alors une deuxième constatation s'impose. Les directions actuelles du mouvement ouvrier veulent à tout prix éviter cet affrontement. Chaque attaque a été pour elles l'occasion de justifier de nouveaux reculs, de nouvelles "réalités", de nouveaux "recentrages" et de constantes capitulations.

Au nom des négociations, les directions syndicales ont désorganisé de puissantes luttes dans la si-



FORMER LES COMITES ET COLLECTIFS DE GREVE ! COORDONNER TOUS LES MOUVEMENTS DE L'EDUCATION NATIONALE DANS DES ASSISES NATIONALES POUR LA GREVE GENERALE !

L'offensive gouvernementale contre l'Education Nationale commence à trouver sa réponse. Les différentes catégories de travailleurs, les étudiants après les collégiens, entrent en ébullition. Déjà plusieurs milliers d'instituteurs ont engagé une grève reconductible contre les directions syndicales PCP et PS de la PEN qui tentent encore une fois de contenir la mobilisation et de l'omettre secteur par secteur, école par école, dans les sempiternelles journées d'action massivement rejetées. Les instituteurs ont mis en place leurs collectifs et comités de grève pour contrôler leur lutte face aux bureaucrates. Ils réunissent leurs représentants régulièrement au travers de coordinations et tentent d'étendre leur mouvement pour la grève générale.

Parallèlement, les Maîtres d'Internats et Surveillants d'externat (MI-SE) sont entrés en lutte contre les tentatives de supprimer de l'Education des milliers d'entre eux et de constituer un corps de surveillants à vie. De la même manière que les instituteurs, ils ont constitué leurs collectifs de grève et réunissent leurs coordinations pour la grève générale.

Parmi les enseignants du second

degré une profonde aspiration à la grève générale jusqu'à satisfaction se dégage entre les journées de grève de 24 heures des bureaucraties syndicales.

Enfin, les étudiants relaient le mouvement des collégiens des LEP et se mobilisent contre les tentatives d'expulsion d'étudiants étrangers, passant ainsi au travers de leurs comités de grève et coordinations la question de la grève générale.

La meilleure impulsion pour chacun de ces mouvements est maintenant de les regrouper, de les coordonner pour aller à la grève générale de toute l'Education Nationale. Elire des délégués, former les comités et collectifs de grève, rassembler les représentants des comités des différentes catégories en lutte dans des Assises Nationales pour la Grève Générale, contre les tentatives des bureaucraties syndicales PC-PS d'isoler et d'étoffer les différents mouvements, pour les porter à un niveau supérieur, voilà l'orientation sur laquelle combattent les militants de la L.O.R., préparant ainsi la jonction avec la classe ouvrière au travers de la bataille pour le Conseil de délégués ouvriers.

(LIRE EN P. 4 et 5)

Suite de la p.1

RESOLUTION DE L'ASSEMBLEE POUR LE CONSEIL DE DELEGUES OUVRIERS

d'énergie et la métallurgie. Et ces négociations se sont finalement révélées être l'aménagement des plans de "restructuration" gouvernementaux et patronaux. Mais les négociations peuvent-elles être autre chose quand elles sont préparées non par le développement, la généralisation et la centralisation de la grève, par le contrôle ouvrier sur la production, par les piquets de grève et d'auto-défense, mais par l'émiettement de la lutte, l'isolement de chaque usine sur elle-même, les journées d'action de 24 ou 48 heures, l'acceptation du Diktat des CRS ? Est-il possible de négocier autre chose qu'une capitulation quand tout est fait pour que les travailleurs se trouvent désarmés face à un gouvernement qui utilise tous les moyens légaux et extra-légaux à sa disposition pour briser les luttes, renforcer ses moyens de répression contre elles ?

Les directions syndicales ne veulent pas de la grève générale. Or la grève générale est une nécessité. Les travailleurs doivent prendre en charge directement sa préparation, son contrôle et son organisation, y compris en combattant pour que les organisations syndicales se mettent au service de cette lutte.

RASSEMBLONS LES ASSEMBLEES GENERALES DE TRAVAILLEURS !

ELISONS NOS COMITES DE GREVE !

FORMONS LES PIQUETS DE GREVE !

ORGANISONS LE CONTROLE OUVRIER SUR LA PRODUCTION ET LES BANQUES !

POUR L'ECHELLE MOBILE DES HEURES DE TRAVAIL ET DES SALAIRES !

POUR UNE AUGMENTATION UNIFORME POUR TOUS, DECIDEE PAR LES SYNDICATS ET LES DELEGUES DES TRAVAILLEURS !

PAS UNES SEULE FERMETURE D'ENTREEPRISE ! PAS UNE SEULE RESTRUCTURATION ! PAS UN SEUL LICENCIEMENT !

DE TRAVAIL TOUT DE SUITE ! UN EMPLOI POUR CHACUN !

UNE QUALIFICATION SERIEUSE POUR LES JEUNES !

HALTE A L'OUVERTURE DE L'ECOLE AU PATRONAT ! REFUS DES STAGES EN USINE ! DES EQUIPEMENTS ET DES MOYENS NECESSAIRES POUR UN BON ENSEIGNEMENT !

BAS LES PATTES DEVANT LA JEUNESSE, LES IMMIGRES ET LES LIBERTES OUVRIERES !

DROITS POLITIQUES ET SYNDICAUX POUR TOUS SANS DISTINCTION DE NATIONALITE OU D'AGE !

A BAS LE GOUVERNEMENT GISCARD-BARRE ! EN AVANT VERS LA GREVE GENERALE !

Voilà la bataille que nous prenons en charge en commençant par lutter pour lui donner son impulsion de masse et son noyau le plus ferme dans les bastions ouvriers de la métallurgie dans lesquels les attaques dislocaatrices du gouvernement et des patrons mettent directement à l'ordre du jour la GREVE GENERALE DE LA METALLURGIE !

Autour de cette préparation, il est possible et nécessaire de rassembler toutes les couches de la population laborieuse contre le gouvernement, pour la grève générale, en formant un CONSEIL DE DELEGUES OUVRIERS AUTOUR DE LA METALLURGIE.

Cet objectif exige un combat décidé pour que les syndicats y occupent leur place. Les directions actuelles de la CGT, de la CFDT, de la FEN ou de FO sont à l'opposé d'une telle bataille pour la grève générale et le conseil de délégués ouvriers. Il est donc tout à fait nécessaire que les

travailleurs mettent leurs organisations syndicales au service de leur unité et de leur lutte.

LES SYNDICATS AUX TRAVAILLEURS !

Cette bataille pour que les travailleurs se réapproprient leurs syndicats, nous la menons en mettant au premier plan contre la négociation de l'austérité la nécessaire indépendance totale face à l'Etat bourgeois, liée à l'exigence de la démocratie ouvrière dans les syndicats et les assemblées.

Voilà ce qui doit être la véritable base de l'unité ouvrière à laquelle aspirent à juste titre les travailleurs.

Mais contre cette unité, c'est-à-dire contre l'action de classe, les dirigeants actuels dressent un nouvel obstacle. La direction de la CGT et les tendances animées par le PCF dans le mouvement syndical traduisent en son sein les attaques démagogiques de la direction du PCF contre le PS. Dans cette polémique, les travailleurs ne reconnaissent aucun de leurs intérêts, aucune question décisive liée à l'avenir de leur lutte, mais plutôt un barrage supplémentaire de division sur le chemin de leur action de classe.

Ils exigeront donc avec nous :

UNITE SYNDICALE, UNITE D'ACTION SANS CONDITION !

UNITE, UNITE POUR LA GREVE GENERALE !

C'est le premier pas de la bataille pour l'unité organique des syndicats, c'est-à-dire pour la CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS avec droit de tendances.

La lutte pour la grève générale et le conseil de délégués ouvriers prend sa pleine dimension comme composante du combat du prolétariat mondial et des peuples opprimés contre l'impérialisme.

Pour les besoins de l'impérialisme français, Giscard s'est fait le commis-voyageur de l'ordre colonial et impérialiste en Afrique et au Moyen-Orient. L'intervention militaire de la France à Gafsa en Tunisie contre les travailleurs, après les multiples interventions impérialistes en Afrique, suivie par les bavardages sur "l'autodétermination" du peuple palestinien sur la base de son exclusion de sa propre terre et du morcellement de la Palestine, montrent ce qu'est en réalité la "souveraineté des peuples" pour l'impérialisme : un élément des marchandages entre rapaces impérialistes.

Il est du devoir des travailleurs de France de prendre pleinement leur place dans la lutte pour l'unité des peuples contre l'impérialisme. Nous associons donc cette bataille à la lutte pour la grève générale et le conseil de délégués ouvriers, c'est-à-dire à la lutte pour renverser notre propre bourgeoisie et rompre toute collaboration du mouvement ouvrier, impulsée par le Kremlin, avec la "démocratie" impérialiste.

AUCUNE "UNITE NATIONALE" AVEC NOTRE PROPRE BOURGEOISIE IMPERIALISTE !

A BAS TOUTE COLLABORATION AVEC ELLE !

DEFENSE INCONDITIONNELLE DE LA LUTTE DES PEUPLES SEMI-COLONIAUX CONTRE L'IMPERIALISME !

DEFENSE DE LA REVOLUTION EN IRAN !

HORS D'AFRIQUE ET DU MOYEN ORIENT LES RAPACES IMPERIALISTES !

L'assemblée s'adresse à tous les travailleurs, aux militants et à la jeunesse de France :

PRENEZ EN CHARGE CE COMBAT !

PREPAREZ LA 11^e ASSEMBLEE POUR LE CONSEIL DE DELEGUES OUVRIERS !

EN AVANT POUR LA GREVE GENERALE !

Le 22 Mars 1980.

A Creil, L'I.R.J riposte à la campagne déclenchée contre elle par les bourgeois et les bureaucrates :

Nous reproduisons ci-dessous la lettre ouverte, distribuée massivement par le cercle de l'I.R.J du Bassin Creillois, adressée au Conseil Municipal de Creil (conseil PC-PS). En effet depuis quelques mois, et à partir d'une plainte déposée par ce Conseil Municipal contre des jeunes ayant fait une inscription sur le monument aux morts (signée I.R.J.), une campagne de presse orchestrée par le Parisien libéré avec force communiqués des JC est engagée contre la jeunesse et l'I.R.J. Le premier résultat a été l'interrogatoire d'un de nos camarades par la police. Loïn de se mettre dans une attitude défensive, le cercle de l'I.R.J a affirmé qu'il défendrait le droit de la jeunesse à s'exprimer y compris par des bombages à la peinture. Mais le cercle développe cette lutte pour exiger de réels moyens d'expression et de réunion pour la jeunesse en combattant pour l'ouverture d'une Maison de la Jeunesse Ouvrière. Sur la base d'une telle campagne du Cercle de l'I.R.J., le Conseil Municipal a déjà reculé en affirmant être contre la répression des jeunes et pour l'extension de panneaux d'affichages dans la ville. Mais la lutte continue pour qu'il retire la plainte et donne à la jeunesse de réels moyens d'expression. Il s'agit de la lutte même pour que la jeunesse se rassemble et s'organise afin de combattre ce gouvernement et cette société. De ce point de vue, la lettre est suffisamment claire. Ajoutons que cette lettre prépare un meeting public pour l'ouverture d'une Maison de la Jeunesse Ouvrière et le retrait de la plainte déposée par le Conseil Municipal. A ce meeting, le cercle de l'I.R.J a invité bien entendu le Conseil Municipal mais aussi toutes les organisations se réclamant de la Jeunesse Ouvrière.

La presse locale y sera présente. Chacun pourra juger quel est le véritable caractère de ce Conseil Municipal et qui défend les intérêts et le droit d'expression et d'organisation de la jeunesse, partie intégrante de la lutte pour en finir avec le capital et son état.

LETTRE OUVERTE DE L'I.R.J AU MAIRE DE CREIL ET A SON CONSEIL MUNICIPAL

Dans une lettre adressée à l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse, réponse à une demande de salle au sous-sol du Centre Culturel, vous vous êtes senti obligé de nous déclarer : "Je vous demande avec insistance d'être l'interprète de la collectivité et de demander à vos militants de respecter les bâtiments publics en évitant les inscriptions à la bombe".

Au même moment, une campagne de presse a vivement pris à parti "les profanateurs de monuments aux morts". Le secrétaire des Jeunesses Communistes de l'Oise s'est particulièrement distingué dans ce concert à plusieurs voix, dans un communiqué (paru dans le "Courrier de l'Oise") qui s'insurge contre ceux qui "balisent l'honneur de nos morts à la guerre". Un morceau choisi de littérature patriote et chauvine !

Tout le monde s'agite. Les J.C. accusent même l'I.R.J de "diaboliser la jeunesse". Pas moins !

Nous tenons à déclarer que l'I.R.J ne laissera pas faire.

Il ne s'agit pas d'une simple campagne de presse. On peut apercevoir derrière nos "innocents" procureurs, des ombres se profiler.

NOUS TENONS A VOUS AVERTIR, NOUS METTONS EN GARDE TOUS LES TRAVAILLEURS ET JEUNES ! Une PROVOCATION DE LA POLICE SE PREPARE CONTRE LA JEUNESSE DU BASSIN CREILLOIS, CONTRE L'I.R.J. Un de nos camarades, Jean Marc D. a déjà été interrogé par plusieurs commissaires de la PJ sur des "bombages" signés I.R.J. Que ceux qui ont honteusement ouvert la porte à une telle provocation se prononcent !

NOUS NE TOLERERONS AUCUNE POURSUITE CONTRE UN SEUL DE NOS CAMARADES, UN SEUL JEUNE OU TRAVAILLEUR !

Car, Monsieur le Maire, vous et votre Conseil Municipal PS et PCF avez porté plainte contre les "bombages". Comment pouvez-vous vous présenter devant les travailleurs comme "Socialistes" ou "Communistes" et faire appel à la police, à la justice bourgeoise, contre les jeunes travailleurs révolutionnaires ?

Vous nous demandez, dans votre lettre d'être "les interprètes de la collectivité". Qu'est-ce à dire ?

Savez-vous que plusieurs milliers de jeunes du bassin Creillois sont actuellement intérimaires, sans travail, et vivent dans une situation proche de la misère ?

Savez-vous que plusieurs milliers de collégiens du technique luttent contre les stages Beullac en entreprises (qui vont envoyer les jeunes dès 14 ans comme main d'oeuvre gratuite dans les usines) stages que, par ailleurs, et nous le soulignons, vos partis APPROUVENT ?

Pour tous ces jeunes, aucune tribune pour crier leur révolte sinon celle de la rue, aucune tribune autorisée sur vos murs, mis à part les panneaux publicitaires qui vous rapportent de l'argent. Vous faites un commerce de la libre expression : celui qui paye peut parler, les autres, nous autres, nous n'aurions qu'à nous taire ? NON !!!

On essaye de nous museler, et la loi qui limite le droit d'affichage (que vous devez connaître) ne veut que renforcer cette tendance. Votre ville, Messieurs les conseillers municipaux, veut donner l'apparence de ce qu'elle n'est pas : une cité propre, calme, une cité résidentielle à l'abri des cheminées d'usines, une ville agréable à vivre, en somme, pour ... les commerçants, les notables, les libéraux !

Voulez-vous que nous soyons les interprètes de cette collectivité-là ?

La propreté des bâtiments publics ? Invoquons la

Celle de l'ANPE, où on s'entend dire de

UNB
Bibliothèque Générale
CEDOC

POUR LES DROITS



DE LA JEUNESSE !

faudra rester sans travail, humiliés et sans argent, la faim au ventre!

Celle de vos centres de la "culture" ouverts à vos très honorables sociétés, formées d'"amis" et de "copains" qui nous regardent, sourire aux lèvres, nous les jeunes ouvriers, collégiens, chômeurs.

Que voulez-vous?

Que nous nous effaçions, que nous taisions notre colère, que nous acceptions votre ville aseptisée, aux murs blancs et lisses, aux quartiers résidentiels, où le socialisme serait signe de propreté?

Comment pouvez-vous nous demander de "rester tranquilles", vous qui vous parez du sigle de "socialistes" et "communistes" alors que chaque jour notre situation, celle de toute la jeunesse et de la classe ouvrière empire, s'aggrave, devient insupportable : ce sont les licenciements, la vie chère, c'est l'intimidation policière dans les usines qui a conduit un jeune militant CGT à Peugeot-Sochaux, au suicide; ce sont les contrôles policiers dans la rue, les justices d'exception, les lois raciales Stoléru-Bonnet. LE TOUT CONSTITUANT UN RENFORCEMENT REPRESSIF DE L'ETAT CAPITALISTE CONTRE NOTRE REVOLTE, NOTRE LUTTE REVOLUTIONNAIRE !

Comment peut-on, comme le font les dirigeants des JC, parler de "l'honneur de nos morts tombés pour la France", ALORS QUE NOUS SAVONS QUE CES MILLIONS D'HOMMES SONT TOMBES, VICTIMES DE LA GUERRE IMPERIALISTE, POUR LE SEUL PROFIT DES SCHNEIDER, KRUPP, EMPAIN ET AUTRES FRERES WILLOT?

C'EST UNE TELLE GUERRE, UNE GUERRE CONTRE NOTRE CLASSE, CELLE DES OUVRIERS, QUE CES BRIGANDES PATRONALES NOUS PREPARENT AUJOURD'HUI EN NOUS MENACANT, EN ETENDANT LEUR "PARAPLUIE" MILITAIRE SUR L'EUROPE .

Est-il possible de vivre tranquilles, quand chaque communiqué de l'Elysée, chaque loi votée par le Parlement, étendent l'état terroriste de l'état bourgeois contre les travailleurs et jeunes ! "Permissive" votre "démocratie"? Elle n'en porte que le nom! Nous savons l'apprécier à sa juste valeur. C'est au nom de cette "démocratie" que sont "remerciés" les milliers de sidérurgistes du Nord et de Lorraine, les 507 travailleurs de PCUK à Villers. C'est au nom de ce que vous présentez devant nous, vous qui vous prétendez "communistes" et socialistes, comme la démocratie, que les usines sont évacuées par les CRS comme Dimanche 3 Mars à Pontinax. Alors, que voulons-nous?

NOUS VOULONS ARRACHER LES DROITS DE NOUS BATTRE ! NOUS SAVONS QUE NOUS NE POUVONS COMPTER QUE SUR NOUS-MEMES, SUR LA REVOLTE DE LA JEUNESSE, SUR L'ENORME FORCE DE LA CLASSE OUVRIERE.

LE DROIT DE NOUS ORGANISER POUR METTRE FIN, PAR LE MOYEN DE LA REVOLUTION, A L'ETAT BOURGEOIS ET LA SOCIETE CAPITALISTE !

NOTRE SOCIALISME, C'EST CELUI DES CONSEILS OUVRIERS, LE POUVOIR DES ORGANES OU LES OUVRIERS SERONT INDEPENDANTS DES PATRONS : LE GOUVERNEMENT OUVRIER !

Vous vous dites "socialistes" et "communistes"? Alors mettez immédiatement à notre disposition, celle de la jeunesse, des murs, des panneaux où nous pourrions afficher et peindre librement notre haine contre ce vieux monde, notre lutte pour la révolution socialiste!

Donnez-nous la possibilité d'utiliser vos ronéos pour tirer les tracts où nous pourrions, à tout moment, organiser la riposte aux mesures anti-ouvrières des patrons, ORGANISER LA GREVE GENERALE EN FORMANT UN CONSEIL DE DELEGUES OUVRIERS AUTOUR DE LA SIDERURGIE.

Des locaux, où les jeunes de LEP, chômeurs, ouvriers, pourront se rencontrer, échanger leurs expériences, s'unir pour porter ce combat dans les usines, là où doit se dresser la force de notre classe, pour en finir avec l'Etat bourgeois et son gouvernement !

Des locaux pour nous rassembler, nous réunir, forger notre armée, L'ARMEE MONDIALE DE LA REVOLUTION SOCIALISTE, POUR ORGANISER LA REVOLUTION AVEC PREMEDITATION, EN LUI FORGEANT SON INSTRUMENT, SA DIRECTION !

Nous nous adressons à vous, Monsieur le Maire, les conseillers, MAIS NOUS NOUS TOURNONS AVANT TOUT VERS LES CET, LES USINES, LES QUARTIERS OUVRIERS, L'ANPE, ET NOUS DISONS AUX JEUNES :

REJOINS CETTE LUTTE ET PREPARE AINSI TON AVENIR !

LES DROITS DE LA JEUNESSE SONT L'AVENIR DE LA CLASSE OUVRIERE !

MÉETING / SAMEDI 29 MARS / 14 H. / SOUS-SOL CENTRE CULTUREL CREIL -

Le Maire et le-Conseil Municipal de Creil-Montataire sont invités à venir s'y expliquer et se prononcer. Ainsi que toutes les organisations, Comités, collectifs de lutte.

CERCLE IRJ - CREIL / CERCLE IRJ LEP SENLIS.....

IRJ. INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DE LA JEUNESSE

Travailleurs, pour votre indépendance de classe, versez au fonds ouvrier pour l'internationale

La IVème Internationale, Parti Mondial de la Révolution Socialiste, s'adresse à vous.

A vous parce que c'est l'instrument de votre victoire prochaine, que vous devez construire et pour lequel il faut de l'argent.

Travailleurs,

Parce que vous ne vous êtes pas soumis à l'ordre mondial dominé par l'impérialisme,

parce que vous avez lutté sans relâche contre cet ordre de surexploitation, d'oppression et de répression,

parce que vous rejoignez la lutte des peuples opprimés qui luttent pour leur liberté contre l'impérialisme,

parce que maintenant votre mobilisation dans les métropoles impérialistes comme celle des peuples opprimés dans les colonies, les semi-colonies et les protectorats met en cause tout l'ordre mondial établi en commun par l'impérialisme et le Kremlin,

parce que vos combats ininterrompus ont mis en cause la bureaucratie parasitaire stalinienne là où elle est au pouvoir comme là où elle trahit le mouvement ouvrier des pays capitalistes,

pour tout cela, c'est-à-dire parce que vous voulez construire une société de producteurs libres débarrassée des capitalistes et des parasites, votre mobilisation a mis en crise leur ordre mondial, la Sainte Alliance des impérialistes et staliniens.

Maïs, Travailleurs, les dominateurs actuels du monde ne céderont pas la place au prolétariat avec le sourire. Ils tentent par tous les moyens de réduire leur crise économique, leur crise monétaire, leur crise politique, en attaquant toutes vos conquêtes.

Toutes vos conquêtes : les libertés démocratiques, les droits syndicaux, le droit au travail, au salaire décent, etc...

Avec l'aide du Kremlin et de ses agences nationales les PC, ils ont besoin de vous mettre au pas, d'avoir une classe ouvrière soumise pour mater les colonies et reprendre les marchés que le prolétariat leur a enlevés, ceux d'URSS et des pays de l'Est.

Toutes vos conquêtes : l'impérialisme réarme sa Sainte Alliance avec le Kremlin pour vous soumettre afin de s'engager dans la guerre impérialiste pour liquider votre conquête la plus précieuse : la propriété collective des moyens de production et d'échange en URSS et dans les pays de l'Est.

L'impérialisme n'a pas d'autre choix que de la suivre dans cette voie car la révolution mondiale sape les bases de son pouvoir parasitaire. Ses ordes "désarmement" ne peuvent que conduire le prolétariat à la passivité et au désarmement face aux hordes impérialistes. Or la défense de vos conquêtes nécessite d'avancer dans la voie de la révolution mondiale.

Travailleurs, forgez votre armée!

Plus que jamais, la lutte des classes est mondiale. Votre force réside dans l'unité de votre mobilisation à l'Est et à l'Ouest de l'Europe, aux Amériques, en Chine, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Plus que jamais, le mot d'ordre actuel est celui de Mars : "Proletaires de tous les pays unissez-vous !".

C'est pour cela qu'il faut le RETOUR A LENINE, c'est-à-dire à l'organisation mondiale centralisée de cette unification de vos forces à l'échelle du globe : L'INTERNATIONALE !

La IVème Internationale est la continuelle du combat, de cette internationale qui veut liquider le stalinisme. Elle se hâte sur les épaules de ses précédentes en établissant le programme de notre époque : celui de la lutte pour la révolution contre l'impérialisme en y incluant les tâches pour la révolution politique contre son agence dans l'Etat ouvrier : le stalinisme.

Seule la IVème Internationale est indépendante de l'impérialisme et du stalinisme.

C'est votre Internationale, c'est votre arme, c'est votre indépendance de toutes les forces contre-révolutionnaires.

Travailleurs, versez au Fonds Ouvrier pour l'Internationale !

Impérialistes et staliniens, comme profiteurs et parasites, trouvent l'argent dans votre sang, votre exploitation et oppression. Ils n'hésitent pas à l'utiliser pour acheter des tanks, des mercenaires, des armes afin de vous mettre au pas.

Parce que la IVème Internationale organise votre indépendance de classes, elle ne trouvera de l'argent qu'auprès de vous, ouvriers.

De l'argent pour construire un appareil international indépendant.

De l'argent pour les liaisons, les journaux, les locaux.

De l'argent pour faire de l'Internationale une force organisée et centralisée dans le monde.

De l'argent pour le Fonds Ouvrier pour l'Internationale, c'est le Fonds ouvrier pour leur indépendance de classe vis-à-vis de l'impérialisme et de son agence le stalinisme.

VERSEZ ! CCP 15240.35R

Daniel Assouline
C/O AGI, 50 rue du Fg du Temple PARIS 75011

la Vérité

C/o L.A.C.J.
50 rue du Faubourg du Temple
75011 PARIS
tél. : 352 25 06

SOMMAIRE

Résolution de la 1ère Assemblée pour un conseil de délégués ouvriers.....	p.1
Correspondance: Pour les droits de la Jeunesse.....	p.2
Fonds ouvrier pour l'Internationale.....	p.3
La bataille pour la grève générale de l'Education Nationale p.4-5	
Afgianistan: les contrastes face à l'intervention du Kremlin p.6	
Giscard et "l'auto-détermination" des peuples p.6-7	
Amérique Latine: A propos de la candidature d'H. Blanco.....	p.8

LA BATAILLE POUR LA GREVE GENERALE

ELIRE LES DELEGUES, PREPARER DES ASSISES NATIONALES POUR LA GREVE GENERALE!

Paris, dans le XVIII^e arrondissement. Les instituteurs se réunissent dans leur école. Ils décident la grève contre les fermetures de classes annoncées par le ministre Beullac.

Une préoccupation revient sans cesse dans les débats : comment contrôler notre lutte, comment empêcher les bureaucrates de la direction du SNI-PEGG (FEN) de récupérer, de briser la grève au nom d'une nouvelle journée d'action, de négociations avec le ministère.

Les instituteurs se constituent en collectif de grève. Des piquets vont s'adresser aux instituteurs des autres écoles. La grève s'étend. Des collectifs de grève se mettent en place un peu partout à Paris.

Le mouvement gagne la banlieue. La coordination des collectifs de grève lance un appel à la Grève Générale de l'Éducation.

C'est ainsi que le mouvement a commencé. C'est ainsi qu'il doit s'étendre, se coordonner nationale contre le gouvernement ! C'est ainsi qu'il a commencé dans les lycées, CES, LEP, chez les MI-SE (Maîtres d'internat-surveillants d'externat) contre le décret Beullac qui veut supprimer le statut d'étudiant-surveillant et instaurer des "pions" professionnels.

À Nantes, des collectifs de MI-SE sont mis en place dans des dizaines d'établissements. Largement ouverts aux professeurs, syndiqués ou non syndiqués, ils décident de la Grève Générale en assemblées générales souveraines. Des assemblées générales académiques regroupent plus de 600 MI-SE. Elles élisent leurs délégués sur la base et la tâche d'organiser la grève générale : délégués, éligibles et révocables à tout moment. Face aux bureaucrates des directions de la FEN, du SGEN, les instituteurs, les MI-SE, ont imposé LEUR démocratie. À Nantes, à Paris, les bureaucrates viennent aux premières AG, pour tenter de briser la grève. Ils menacent. "C'est à nous qu'il revient de décider" affirment-ils. "Vous êtes des nostalgiques de MAI 68" lancent les bureaucrates. La réponse des instituteurs : ils reconduisent leur grève. Les bureaucrates s'en vont. Les syndiqués restent avec l'assemblée générale.

Les instituteurs, les MI-SE, les normaliens ont montré la voie. Mais il ne faut pas rester isolés. Dès maintenant, dans chaque école, chaque établissement il faut élire les délégués pour les ASSISES NATIONALES POUR LA GREVE GENERALE. Chez les pions, les instituteurs, les normaliens, les élèves de LEP, les revendications rencontrent le même obstacle : le gouvernement Giscard-Barre-Beullac ! Il faut agir ensemble et constituer ainsi une force. Il est nécessaire de renforcer la combativité en créant, en forgeant UNE VOLONTE COMMUNE. Les enseignants les plus décidés ont engagé la bataille. Les Assises nationales pour la grève générale, permettront de centraliser, d'unifier tous les enseignants, élèves en lutte contre Beullac. Déjà une coordination des faces en lutte contre les décrets Bonet-Stolérus s'est engagée à préparer les Assises : les MI-SE, les instituteurs DOIVENT PREPARER eux aussi cette échéance !!

FORMER DANS LES SYNDICATS, UN COURANT POUR LA GREVE GENERALE, POUR UNE CENTRALE UNIQUE DES TRAVAILLEURS !

Les travailleurs de l'Éducation ont une place à part dans l'histoire du mouvement ouvrier. Il y existe en effet un fort taux de syndicalisation. (80%). Le poids des syndicats sera donc déterminant pour la grève générale de l'éducation. Mais dans les conditions présentes, la FEN, la SGEN-CFDT, le SNEPT-CGT, sont contrôlés par les bureaucrates, du PCF et du PS, liés au gouvernement, à l'état bourgeois ; toute la stratégie de ces directions bureaucratiques est une adaptation totale à la "démocratie" bourgeoise, c'est-à-dire à la soumission des intérêts des travailleurs, des élèves, aux plans de "restructuration" capitaliste de l'école. Le ballet incessant des A.Henry (FEN), Camy-Peyret (SNES), J.George (SGEN-CFDT) entre les salons du ministère et les "assemblées" syndicales, a pour seul rôle d'imposer aux enseignants les revendications que le gouvernement "veut" ou ne "veut" pas accorder. Les journées d'action "catégorielles" ou "interprofessionnelles" sont un moyen pour les bureaucrates, d'obliger les enseignants à négocier les différents décrets ou lois gouvernementaux. La division entre les différents syndicats, n'est qu'un moyen supplémentaire de désarmer les enseignants face au gouvernement. Nous posons une question : En quoi les journées d'action orchestrées par la direction PCF de la FEN, sont-elles plus "efficaces" que celles de la direction PS ? Le radicalisme des bureaucrates de la direction du PCF n'est que verbal. Sur le fond, ils développent la même politique de soumission des intérêts des enseignants et élèves, aux négociations avec Beullac.

Les syndicats doivent être l'expression de la volonté des enseignants : LES SYNDICATS AU SERVICE DE LA GREVE GENERALE DE L'ÉDUCATION !

LES SYNDICATS AU SERVICE DES TRAVAILLEURS !

FORMONS UN COURANT POUR LA GREVE GENERALE DANS LE FEN, LE SGEN-CFDT !

La question que se pose chaque travailleur, chaque enseignant actuellement en grève est : comment faire sauter la véritable chappe de plomb que constituent AVEC LEUR ORIENTATION ACTUELLE, les syndicats.

Le syndicat doit prendre toute sa place dans la lutte pour impulser la mobilisation pour la grève générale. Non pas pour se substituer aux formes d'organisation que les enseignants se donnent (collectifs, comités de grève, coordination etc.) pour contrôler, animer et développer leur grève, mais au contraire pour favoriser cette mobilisation.

REALISER L'UNITE DES ENSEIGNANTS AUX COTES DES OUVRIERS, OU L'UNITE DERRIERE LES BUREAUCRATES ?

L'appel de la dernière coordination nationale des instituteurs pose cette exigence : "Dès maintenant, demandons ensemble aux instances syndicales d'appeler à la grève générale reconductible avec assemblées générales souveraines pour décider de la reconduction".

Cette exigence est restée par le passé, comme elle restera aujourd'hui sans réponse !

Comment peut-on demander à ces directions de prendre en charge cette mobilisation, alors que toute leur politique, leur action - de briseurs de grève - vise à empêcher PAR TOUS LES MOYENS une telle lutte centralisée des enseignants.

Il n'y a qu'une seule garantie pour que les syndicats s'orientent vers l'organisation de la lutte pour la grève générale : c'est que les enseignants syndiqués se rassemblent dans les syndicats, et forment un courant pour la grève générale.

Sinon, les syndicats - avec leurs directions actuelles - liquideront la mobilisation sur le terrain d'une "discussion à l'assemblée nationale". (Voir déclaration A.Henry 19.3.80).

Un tel courant aura pour tâche de transformer tant les objectifs de lutte du syndicat - vers la grève générale - que ses méthodes de lutte - AG, collectifs, comités de grève etc... ; lutte pour des assises pour la grève générale, etc...

Il n'y a pas de doute, c'est vers une telle perspective qu'il faut avancer - en s'appuyant sur l'actuelle mobilisation dans l'éducation.

C'est la condition pour réaliser l'UNITE des enseignants et élèves aux côtés de la classe ouvrière, contre le gouvernement.

Dans ce sens, ce courant doit se développer directement comme le moyen d'orienter les sections syndicales - dans un premier temps - vers l'organisation active de la grève, son extension et sa coordination reposant sur les comités que les enseignants mettent spontanément en place pour contrôler leur mouvement.

Un courant pour une centrale unique et démocratique des travailleurs, avec le droit de tendance, afin de réaliser l'unité de classe des travailleurs et de leur mobilisation, indépendante des patrons et de l'état bourgeois. C'est là le véritable contenu de "l'indépendance et de l'unité syndicale".

Christian Delair

19/03/80

REUNION PUBLIQUE APPELEE PAR LA LOR

VENDREDI 4 AVRIL 1980 à 20H

ACJ - 50, Rue du Faubourg du Temple - 75010 PARIS

Petites et grandes manoeuvres: LA CONFERENCE NATIONALE DU M.A.S.

Les assises nationales du MAS du 15 Mars ont marqué un tournant dans le processus de réunification syndicale à l'Université en révisant au grand jour les manoeuvres des uns et les pirouettes des autres. D'entrée, avec les rapports des différentes tendances, les dés étaient jetés. La tendance animée par la LCI demandait comme préalable au vote des textes d'orientation, une motion excluant les 3 tendances minoritaires du MAS dont celle "Pour la grève générale et la centrale unique des travailleurs", prétextant qu'elles étaient anti-syndicales. Tous les débats de la journée tournèrent autour de cette question, et devant le refus de la majorité des délégués de voter en faveur de cette motion, la tendance animée par la LCI quitta les assises, scissionnant le syndicat et formant un nouveau syndicat : Le Mouvement d'Action Syndicaliste Étudiante. Pourquoi cette scission à un mois du Congrès de réunification ? Parce que la LCI et l'OCI veulent une réunification d'appareils "raisonnables" et doivent dès maintenant empêcher que la grande masse des étudiants n'embrasse le syndicat et aussi, bien entendu, car il s'agit de la même chose : l'OCI doit vite se débarrasser de la tendance pour la grève générale et la centrale unique des travailleurs animés par la LOR.

LCI-OCI : NORMALISER LE PROCESSUS DE REUNIFICATION SYNDICALE.

Les choses sont claires. Tous ceux qui avaient des illusions envers les bonnes intentions de l'OCI pour construire un syndicat

unique à l'Université, démocratique et indépendant, doivent se rendre à l'évidence. Ce n'était qu'une manoeuvre bureaucratique pour approfondir la division au nom de "l'unité", ce n'est qu'une tentative de présenter un syndicat regroupant tous les appareils bureaucratiques "responsables" pour les négociations avec le gouvernement et c'est à l'heure où l'UNEP-renouveau dirigé par le PCF sombre, une tentative de prendre la place qu'elle occupait tant du point de vue politique (collaboration avec le gouvernement) que du point de vue des méthodes (normalisation, exclusions etc...). Déjà le fait que les cartes de réunification n'étaient placées que comme des bons de soutien par l'OCI, en évitant soigneusement d'inviter et de convaincre les adhérents de participer aux réunions des comités pour la réunification, laissait présager du reste. Ensuite, l'attitude de l'OCI dans le mouvement contre l'expulsion d'étudiants étrangers, tentant à chaque pas de casser la mobilisation en manoeuvrant contre son auto-organisation et son extension vers la grève générale, signifiait clairement que les étudiants, ceux qui luttent, devaient être écartés du syndicat réunifié.

Après les assises nationales du MAS et les dernières prises de position de l'UNEP (US), l'OCI passe aux aveux : oui à la réunification de tous ceux qui sont pour maintenir le syndicat dans un rôle de résistance corporatiste aux plans gouvernementaux, de tous ceux qui sont contre la mobilisation indépendante et

E DE L'EDUCATION NATIONALE

MOBILISATION CONTRE LES EXPULSIONS D'ETUDIANTS ETRANGERS

Interview de David, militant de la L.O.R, membre du Comité de grève de Jussieu (Paris VI et VII)

Dans toute la France, les étudiants sont entrés en lutte contre les expulsions d'étudiants immigrés en posant la nécessité de la grève générale contre les lois gouvernementales. Ici, nous reproduisons un interview de David, militant de la Ligue Ouvrière Révolutionnaire, syndiqué au MAS, élu au comité de grève de Jussieu Paris 6 et Paris 7.

La Vérité :

Comment la grève a-t-elle commencé à Jussieu ?

David :

Le 1er Mars à Rouen s'est tenue une coordination des facultés en grève et en lutte qui représentait les premiers mouvements de grève pour l'abrogation des lois Barre-Bonnet-Stoléru et de la circulaire Imbert, contre les expulsions d'étudiants étrangers (Angers, Nantes, Amiens, etc...). Cette coordination appelait à la grève générale et à une manifestation

nationale au ministère de l'intérieur le 14 Mars, sur proposition du MAS, de l'UNEF (Unité syndicale) et de 17 associations d'étudiants étrangers. En AG, des militants du MAS de Jussieu, j'ai proposé avec d'autres camarades de déclencher la grève dès Jeudi 13 Mars sur la base d'une motion de la coordination de Rouen. Les militants de la LCI dans le MAS ont voté contre cette proposition. Comme l'UNEF (us) ils ne voulaient qu'un débrayage le 14, jour de la manifestation. Le matin du Jeudi, à huit camarades du MAS, nous sommes passés dans les T.D. pour les faire débrayer. A 12 heures on était 200 en AG à voter la grève, à 16 heures : 400. Et le lendemain notre cortège dans la manifestation regroupait 800 étudiants.

La Vérité :

Quelle a été alors l'attitude de la LCI et de l'OCI ?

David :

Ils sont venus en plein milieu de l'AG de Jeudi contre laquelle ils avaient combattu et ont osé se présenter tous au comité de grève. Le comité de grève fut composé de 9 étudiants élus avec en plus tous les représentants d'organisations syndicales françaises et étrangères comme membre de droit. Ce comité de grève englobait Paris 6 et Paris 7. J'ai été élu. L'OCI a eu deux élus. Les étudiants n'avaient pas encore vu en pratique ces militants à l'oeuvre.

La Vérité :

Comment la grève fut-elle organisée ?

David :

Donc, j'ai dit qu'un comité de grève révoquable en AG a été élu. Dans les premières AG on a discuté de l'orientation et des perspectives du mouvement. J'ai défendu la position qu'il fallait la grève générale pour l'abrogation des lois. Je me souviens que l'OCI a seulement dit : "Si c'est la volonté des étudiants, on est pour". Notre banderole à la manifestation nationale du 14 Mars fut la seule qui disait : "GREVE GENERALE pour l'abrogation des lois Barre-Bonnet-Stoléru et du décret Imbert. Pas une expulsion ! Solidarité étudiants français et immigrés !" Cette orientation était majoritaire dès le départ.

Pour ce qui est de l'organisation proprement dite, tous les jours se tenait une AG regroupant vite un millier d'étudiants. Mais le comité de grève élu montra qu'il était plus un "cartel" d'organisations qu'autre chose. Les militants de l'OCI faisaient constamment pres-

sion sur lui et bloquaient son travail. Par exemple dans les manifestations, ils se plaçaient devant la première ligne et scandaient leur mot d'ordre, toujours le même : "A Paris, dans toute la France, les étudiants sont par milliers, dans l'unité, contre Bonnet". Pas faux en soit, sauf que ce mot d'ordre était avancé contre celui qui disait : "Grève, Grève, Grève, Grève Générale !".

Ils sont contre ce mot d'ordre. Aucun tract de l'OCI ou de l'UNEF (us) n'a parlé de la nécessité de la grève générale, pourtant ils en distribuent au moins un par jour. Par exemple, quand on a décidé d'étendre la grève aux autres universités de Paris, ils s'y sont opposés verbalement et pratiquement.

La Vérité :

C'est à dire ?

David :

Il y a plusieurs exemples. Au début, on était en AG et on nous annonce que les fascistes du GUD diffusent à Censier (qui est à 200 mètres de Jussieu). Je propose de foncer tous pour les chasser. On l'a fait avec succès. Cela a renforcé la volonté des étudiants de Censier à s'organiser et à rentrer dans la bataille. L'OCI n'y a vu qu'une manoeuvre de "dispersion" de ma part. Ensuite à plusieurs reprises ils se sont opposés à ce qu'on aille dans les autres facultés faire débrayer, toujours avec le même argument : "C'est de la dispersion". Et puis surtout ils sont opposés à une coordination nationale et n'ont pas reconnu la légitimité de celle de Rouen.

La Vérité :

Comment la grève s'est-elle développée ?

David :

Cela fait près de 2 semaines qu'on est en grève. Une fois l'orientation tracée : extension de la grève et coordination avec les autres facs, ils nous a fallu faire vivre la grève sur Jussieu même. Là aussi on s'est affronté à l'OCI. Pour eux il n'y avait plus qu'une chose c'est qu'on obtienne la carte de séjour pour Isidore Opara, étudiant nigérian de Jussieu menacé d'expulsion. Ils ont proposé de manifester à la préfecture de police pour l'obtenir. On y a été et nous n'avons pas été reçus. Ils ont dit : "Nous n'avons pas été reçus car l'unité n'est pas réalisée, l'UNEF (Renouveau) n'est pas là. Maintenant dans l'unité complète il faut aller au Ministère". Ils n'ont rien d'autre à proposer que des manifestations. Alors qu'il s'agit d'imposer un rapport de force pour obtenir la carte de séjour mais aussi l'abrogation des lois. Ce rapport de force, c'est la grève

générale et l'extension de la grève. Ils sont contre. On a voté l'occupation des locaux des présidences d'Université de Paris 6 et Paris 7 pour qu'elles n'appliquent pas les décrets gouvernementaux et qu'elles fassent les démarches pour qu'Isidore Opara puisse finir ses études en France.

Dans la nuit d'occupation, le Président de Paris 6 est venu pour nous dire de partir avant 2 heures du matin sinon la police interviendrait. On a décidé alors de le garder avec nous. Cela a fait du bruit. Toutes les radios, télévisions et journaux sont venus. Ils ont dit des mensonges sur la séquestration mais le cas d'Isidore Opara et notre lutte ont eu de l'écho. L'OCI n'a envoyé qu'un représentant pendant la nuit d'occupation.

La Vérité :

Et maintenant où en êtes-vous ? Quelles perspectives proposez-vous ?

David :

Au lieu d'une AG pour Paris 6 et Paris 7 ensemble, regroupant plus de 1000 étudiants et dans laquelle on n'arrivait pas à discuter, on en a fait deux et on a réuni un comité de grève central pour les deux. Les étudiants ont une expérience. Dans la réflexion du comité de grève, les choses ont été claires. Tous les militants de l'OCI ont eu plus de voix contre que pour. Ils n'ont aucun élu. Je crois qu'à Paris 7 je suis le seul élu syndiqué et organisé politiquement. Pendant l'élection chacun devait se présenter en donnant son appartenance politique et syndicale.

Les militants de l'OCI sont devenus fous de rage ils m'ont menacé de me "casser" et m'ont traité une nouvelle fois de "flic". J'ai alors fait une intervention condamnant cela et demandant à l'AG de les expulser s'ils recommençaient. Un d'entre eux est venu nier avoir dit cela. Maintenant les étudiants savent à quoi s'en tenir par rapport aux calomnies de l'OCI. Non seulement ils sont prêts à me défendre comme disait un étudiant immigré dans l'AG : "Si vous touchez celui-là alors qu'on l'a élu, c'est nous que vous touchez, et alors ... attention !", mais aussi ils savent que ce ne sont que des calomnies, l'OCI n'a même pas osé les défendre, elle a nié.

Maintenant des commissions fonctionnent pour la vie de la grève et son extension. Le comité de grève est fort et est capable d'impulser la bataille.

Je pense qu'il faut vraiment tout miser sur l'extension et la coordination des étudiants avec les MI-SE en grève et les instituteurs. Nous pouvons en pratique imposer la grève générale de l'Education Nationale. C'est le seul débouché immédiat qui peut nous faire aboutir à un mouvement d'ensemble contre le gouvernement, car il s'agit de cela et de rien d'autre quand nous luttons contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru. Il faut arriver à tenir après les vacances de Pâques des assises de l'Education Nationale pour la grève générale avec les comités de grève étudiants MI-SE, instituteurs. A ce moment là se posera clairement la jonction avec la classe ouvrière et il faudra s'en donner les moyens en proposant la lutte pour un conseil des délégués ouvriers pour la grève générale de tout le pays et de toutes les catégories sociales professionnelles.



vernement, de tous ceux qui ont fait preuve de "responsabilité" dans le passé; non à la réunification avec ceux qui veulent faire du syndicat une arme de combat offensive et centralisatrice contre le gouvernement pour l'abattre. L'OCI veut se faire "reconnaître" par les appareils bureaucratiques du PS et du PC, par le gouvernement, en devenant "un partenaire" responsable contrôlant par son appareil les luttes étudiantes. Cela est voué à l'échec. L'OCI n'entraînera avec elle que ses propres militants dans un premier temps avant que ceux-ci ne rompent eux-mêmes; les autres, la masse des étudiants rejettent déjà avec haine cette organisation, sa politique de soumission, ses manoeuvres et méthodes bureaucratiques. L'OCI sabote la lutte pour un syndicat unique, démocratique et indépendant à l'Université, en liaison avec le mouvement ouvrier; elle approfondit la méfiance des étudiants envers le syndicat; elle lutte contre le syndicat.

Face à cela, aucune complaisance ou compromission ne peut être admise. La tendance pour la grève générale et la centrale unique des travailleurs du MAS continue son combat dans ce sens. La direction LCR du MAS doit cesser de tergiverser : le préalable à la réunification est la démocratie et le droit de tendance. Le moindre recul sur cette question fera sombrer définitivement le MAS.

à Paris, le 23/03/80.

David Jarry.



Afghanistan : LES CENTRISTES FACE A L'INTERVENTION DU KREMLIN



Manifestation devant une garnison à Kaboul

L'intervention soviétique en Afghanistan a révélé et en même temps catalysé l'ampleur de la crise internationale de la Sainte Alliance de l'impérialisme et du Kremlin. Les positions des uns et des autres face à cette intervention mettent en relief leurs dépendances ou indépendances politiques. Chez les centristes qui se réclament de la IVème Internationale (et chez les autres), on trouve toutes les nuances d'une étroite dépendance politique vis-à-vis de la bureaucratie du Kremlin et de la "démocratie" impérialiste. En fait ces gens-là, au même titre que les partis stalinien-dits "eurocommunistes", n'arrivent à maintenir l'illusion de leur "indépendance" que dans le cadre d'une serotine collaboration entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Dès que les premières convulsions saisissent cette collaboration face à la poussée des travailleurs et des peuples opprimés, chacun d'entre eux se range derrière ses maîtres à penser.

La fiction de l'indépendance des PC d'Europe par rapport au Kremlin a été mise à nu. Marchais, Berlinguer et Carrillo ont négocié leurs prises de position respectives directement avec le Kremlin en fonction des alliances et des rapports de celui-ci avec la bourgeoisie de France, d'Italie ou d'Espagne. L'un soutient l'intervention militaire, les deux autres "condamnent", mais les trois ensemble mènent la campagne du Kremlin pour le "désarmement", c'est-à-dire pour livrer pieds et poings liés le prolétariat au réarmement terroriste des états bourgeois. Il est nécessaire de dévoiler cette réalité aux travailleurs: les PC n'ont rien à voir avec la révolution, ils sont les agences nationales de la bureaucratie conservatrice d'URSS, c'est-à-dire son trait d'union avec les bourgeoisies au pouvoir à Paris, à Rome, à Madrid ou ailleurs.

Le Kremlin est intervenu en Afghanistan au compte strict de la contre-révolution, autrement dit de la "coexistence pacifique". L'intervention militaire a pour but de soutenir et remettre en selle l'Etat bourgeois afghan qu'une simple tutelle ne permettait plus de maintenir. C'est la continuation de la politique antérieure du Kremlin par d'autres moyens. Cela veut-il dire que la révolution prolétarienne était à l'ordre du jour en Afghanistan? Absolument pas. L'Etat bourgeois afghan était sur le point de s'effondrer rongé par la corruption, le tribalisme, les antagonismes sociaux et raciaux que la politique de maintien de la propriété privée des moyens de production impulsée par Moscou ne faisait qu'exacerber en transformant la moindre réforme en une charge supplémentaire et une source de conflits au sein de l'appareil d'Etat. L'effondrement de l'Etat bourgeois afghan menaçait d'étendre et d'aggraver la situation chaotique dans toute la région après la révolution en Iran. Les chars du Kremlin ne sont pas intervenus pour défendre une quel-

conque conquête des masses, comme le prétendent les stalinien-dits, ou pour préserver les conquêtes socialistes d'URSS, comme le prétendent certains centristes, mais pour tenter d'empêcher que la décomposition de l'ordre impérialiste au Moyen-Orient ne gagne l'Asie Centrale.

Tout de suite après son intervention militaire, la bureaucratie stalinienne a appelé les chefs religieux, les propriétaires et les féodaux à prendre leur place dans l'Etat bourgeois contre les masses. Mais l'intervention a tourné les féodaux vers l'impérialisme et leur a permis de trouver un appui parmi les paysans en réveillant puissamment tous les sentiments nationaux. En fait, les chars du Kremlin, loin de défendre les conquêtes socialistes, préparent l'intervention de l'impérialisme dans toute la région. Les méthodes sanglantes de la bureaucratie lui fournissent tous les arguments d'une campagne savamment orchestrée et ont déjà permis au gouvernement Bani Sadr de renouer des relations officielles avec lui.

Parallèlement, la politique de la bureaucratie stalinienne, par l'intermédiaire des PC, est le principal obstacle à une intervention ouvrière indépendante des prolétariats d'Europe et d'Amérique rassemblant derrière eux les peuples d'Orient contre l'impérialisme. En l'absence de cette intervention, les ouvriers et les paysans de cette partie du monde restent dominés par les directions "islamiques" qui les lient aux bourgeois et féodaux arabes. Ces directions nationalistes ne peuvent que favoriser, au travers de toutes sortes d'aventures et de capitulations (comme Khadafi et Khomeiny nous en donnent un avant goût), l'intervention militaire de l'impérialisme, qui menacera à son tour directement l'URSS.

De tous ces points de vue, l'intervention du Kremlin est profondément contre-révolutionnaire. Loin de défendre l'URSS face à la menace (réelle) d'intervention militaire de l'impérialisme US, elle est une contribution de la bureaucratie aux tentatives d'écraser la révolution mondiale, de désorienter la lutte des travailleurs d'Europe et d'Amérique. Elle facilite tous les plans impérialistes au Moyen-Orient et met directement en danger les conquêtes socialistes. Voilà la réalité.

ENTRE LA BUREAUCRATIE STALINIENNE ET LA "DEMOCRATIE" IMPERIALISTE...

Cette intervention militaire a plongé dans le plus grand désarroi les différentes courants centristes.

Le Secrétariat Unifié (SU), qui non seulement se prétend "de la IVème Internationale" mais encore la seule organisation mondiale régie par le centralisme démocratique (la diversité des positions publiques de ses sections sur chaque question fondamentale est là

pour l'attester!), a encore une fois le mérite de présenter à lui seul toutes les nuances de la dépendance politique centriste, depuis le soutien inconditionnel à la bureaucratie du Kremlin jusqu'à l'alignement derrière la "démocratie" impérialiste. Passons sur le soutien inconditionnel apporté au Kremlin par sa section américaine, le SWP; ce qui précède démasque suffisamment une telle position. A l'autre extrême on trouve les sections qui réclament le "retrait des troupes soviétiques", plaçant cette revendication démocratique au-dessus de la lutte des classes et des exigences de la révolution mondiale, et se retrouvant ainsi au beau milieu de la campagne impérialiste. L'inconsistance d'une telle position démocratique face aux enjeux de la situation est manifeste: non seulement la "souveraineté des peuples" est devenue aujourd'hui monnaie d'échange courante entre les grands Etats mais en l'occurrence dans le cas de l'Afghanistan, exiger le "retrait des troupes soviétiques" au nom de cette fiction, c'est prendre position pour la dure réalité de l'entrée des troupes de l'impérialisme US.

Comme à son habitude, la section française du SU, la LCR, adopte une position intermédiaire et plus nuancée. Elle qualifie l'intervention militaire du Kremlin de contre-révolutionnaire, mais, explique-t-elle dans "Rouge" n° 905, "Face à l'offensive impérialiste aujourd'hui, elle (la bureaucratie) se trouve en position de défense de l'Etat ouvrier". En d'autres termes, malgré le fait que la bureaucratie est l'obstacle principal à l'intervention révolutionnaire des ouvriers d'Europe et d'Amérique, malgré le fait qu'elle est l'agent indirect de tous les préparatifs contre-révolutionnaires de l'impérialisme au Moyen-Orient, que toute son activité politique et militaire renforce et accélère ces préparatifs, malgré tout cela qui met directement en danger l'URSS, la bureaucratie serait "en position de défense de l'Etat Ouvrier"! En fait, la LCR est gênée. Elle veut se démarquer de l'impérialisme sans paraître sauter dans les bras du Kremlin, mais ceci exigerait qu'elle définisse une orientation indépendante du prolétariat mondial, ce qu'elle est à mille lieux d'oser même aborder. Et après avoir dressé les grandes lignes de ce que serait une attitude indépendante, s'il "existait un parti révolutionnaire afghan significatif et une opposition anti-bureaucratie implantée en URSS", elle en revient aux dures réalités et se fait, dans les articles suivants consacrés à la question, la conseillère de "ce qui existe", c'est-à-dire la bureaucratie stalinienne et ses partis. Il ne lui vient pas même à l'idée que le problème véritable n'est pas d'imaginer ce que serait une orientation indépendante s'il "existait un parti révolutionnaire...etc.", mais d'établir ce que doit être une telle orientation dans les conditions actuelles.

Autrement dit, quelle orientation la IVème Internationale doit dégager pour séparer le prolétariat mondial de la "démocratie" impérialiste et de la bureaucratie stalinienne, et unifier derrière ce prolétariat mondial les peuples opprimés, condition à la fois de la construction des partis de la révolution sociale contre l'impérialisme et de ceux de la révolution politique contre la bureaucratie.

De l'autre côté, l'OCI et son "Comité Paritaire" ont adopté une position similaire particulièrement caractérisée par le spontanéisme débridé (inéluctabilité de la révolution mondiale) habituel de ces organisations. Mais ce qui domine la littérature de l'OCI (comme de la LCR) sur le sujet, c'est qu'il s'agit de prises de position strictement gratuites dont elles ne tirent aucune tâche précise ni conclusion pratique pour leur activité en France et à l'échelle internationale. Ainsi, l'OCI oppose la révolution mondiale aux menées de l'impérialisme et du stalinisme en Afghanistan, en même temps qu'elle situe toute son activité en France dans le cadre d'une pression des travailleurs une action parlementaire-démocratique des PCF et PS!

Enfin, le WRP anglais et son International Committee qui se réclame de la IVème Internationale, se retrouve avec toute la petite-bourgeoisie d'Europe derrière ce qu'ils appellent "la révolution arabe" et sa direction "islamique". Or, les événements d'Afghanistan ont révélé que cette direction, qui pouvait faire illusion en Iran parce qu'elle s'appuyait sur les masses en révolution et les ouvriers du pétrole, se trouve être celle des fractions les plus réactionnaires du tribalisme et du nationalisme afghan. Une telle direction "islamique" ne peut que subordonner, au travers de toutes sortes d'aventures et de compromis et en approfondissant tous les conflits sociaux et nationaux, les ouvriers et les paysans du Moyen-Orient, d'Afrique du Nord et d'Asie Centrale aux féodaux en place et à l'impérialisme.

La IVème Internationale au contraire définit le seul cadre de l'émancipation véritable des peuples opprimés qui ne peut être leur repli nationaliste, mais la recherche de leur unité contre l'impérialisme aux côtés du prolétariat d'Europe et d'Amérique. Celui-ci doit accorder dans ce but la plus grande attention à l'établissement de relations fraternelles entre les différentes nationalités, communautés et minorités.

Enfin, la IVème Internationale, loin de s'adonner au petit jeu des "prises de position", "condamnations", etc...de l'intervention militaire du Kremlin, s'est aussitôt attachée à définir la politique indépendante du prolétariat révolutionnaire dans le tournant qui s'amorce dans la lutte des classes mondiale (voir la révolution du Comité Exécutif International

Elle combat pour que le prolétariat acquiert son indépendance politique et d'organisation en séparant ses intérêts de ceux de l'impérialisme et de ses laquais atlantiques, pour qu'il agisse pour les droits ouvriers en URSS et dans les pays de l'Est contre la bureaucratie, préparant son renversement révolutionnaire, seule méthode qui permette de défendre véritablement les conquêtes socialistes.

La IVème Internationale ordonne l'ensemble de son activité et celle de ses sections sur la préparation du BOYCOTT DE LA CONFERENCE DE SECURITE ET DE COOPERATION DES MAITRES DU MONDE à Madrid, c'est-à-dire qu'elle combat pour regrouper les travailleurs et la jeunesse sur l'axe de la révolution mondiale contre le réarmement terroriste de la Sainte-Alliance de l'impérialisme et du stalinisme que cette conférence voudrait couronner. Dans ce but, elle prépare avec l'Internationale Révolutionnaire de la Jeunesse une MARCHÉ DE LA JEUNESSE SUR MADRID qui sera suivie par une CONTRE-CONFERENCE OUVRIERE POUR LES ETATS-UNIS SOCIALISTES D'EUROPE.

le 23 mars 1980

D.A.

PEROU Suite de la p.8

liens pendant la révolution espagnole : de transformer ce mot d'ordre, "forme populaire de la dictature du prolétariat", en un mot d'ordre "démocratique", ce qui devient si on le pose en dehors de la bataille pour la mobilisation indépendante des masses avec leurs propres objectifs et méthodes de lutte, radicalement opposés à celles de la "démocratie" des exploités.

Dans ces conditions, ce mot d'ordre ne sert qu'à lier les travailleurs à l'illusion, partagée par la petite-bourgeoisie, sur la possibilité, dans un pays encore arriéré comme le Pérou, de chasser les exploités et de réaliser les tâches démocratiques elles-mêmes, sans un combat pour le socialisme, pour la révolution prolétarienne, qui exige l'unification révolutionnaire des luttes des travailleurs des Deux Amériques contre Carter et ses "droits de l'homme", soutenus par le fasciste Pinochet et aussi par le stalinisme et son agent Castro.

C'est cette lutte que la IVème Internationale pose de façon ouverte devant le prolétariat des Deux Amériques, en se regroupant autour du programme du parti de l'unité révolutionnaire, pour la révolution sociale contre l'impérialisme et la révolution politique contre le stalinisme. L'orientation démocratique et nationaliste des centristes est destinée à tenter de briser cette unité; elle les entraîne à reprendre presque mot pour mot le programme des staliniens, qui isolent ainsi la lutte des travailleurs des Deux Amériques. LA IVème Internationale propose aux travailleurs de ces pays de tirer avec elle le bilan politique positif d'une telle faillite en s'engageant dans la préparation de la Conférence des Deux Amériques, pour le Parti de l'unité révolutionnaire des travailleurs de tout le continent.

Dominique Navarro le 21/3/80.

L'impérialisme français et l'«auto-détermination des peuples»

A BAS LES ACCORDS SADATE-BEGIN!

A BAS L'ETAT D'ISRAEL!

ASSEMBLEE CONSTITUANTE DE TOUTE LA PALESTINE!

C'est au cours de son voyage auprès des Emirs du pétrole que Giscard s'est prononcé "pour l'auto-détermination du peuple palestinien". Aussitôt, toute la presse a parlé de la "bombe de Giscard" et l'OLP a déclaré cette prise de position "positive". Qu'en est-il en réalité? Bien sûr, une telle déclaration de la part du chef de l'impérialisme français (qui opprime plus d'un peuple en Afrique) ne peut manquer, chez tout ouvrier, de réveiller de la méfiance ou bien tout simplement de raviver le sentiment profond que la France est dirigée par un menteur. Au-delà de telles réactions, les travailleurs doivent soumettre cette déclaration de Giscard, comme les résultats de son voyage dans le Golfe Persique, à une analyse permettant de comprendre les buts recherchés par la bourgeoisie française afin de définir les tâches du prolétariat.

GISCARD A LA RECHERCHE D'UNE PLACE POUR LES BOURGEOISIES D'EUROPE.

Nous avons vu dans un précédent article ("La Vérité" n°104) comment la bourgeoisie française (avec l'Allemagne d'une certaine façon) tenta de trouver une place particulière, correspondant au mieux de ses intérêts nationaux, dans le réarmement terroriste de la Sainte Alliance de l'impérialisme et du stalinisme. Cette place, l'impérialisme français la tient en Afrique par des interventions armées constantes dont la dernière en date est celle de Tunisie. Il tente aujourd'hui de l'étendre au Proche et Moyen-Orient. Pourquoi? Tout d'abord parce que l'impérialisme US n'a plus la confiance des régimes en place dans cette région du monde. Son échec en Iran n'est pas près d'être oublié.

D'autre part parce que l'URSS ne peut le remplacer, ces régimes étant liés au capital financier et l'intervention en Afghanistan étant perçue comme une attaque par les masses arabes. Donc, aujourd'hui, seules les bourgeoisies d'Europe (en particulier française et allemande) sont en mesure de jouer un rôle dans cette partie du monde en se réclamant d'une soit-disant indépendance vis-à-vis des deux "grands". Et ce rôle n'a pas manqué d'être défini par Giscard. Non pas dans cette déclaration en faveur du droit à l'autodétermination palestinienne mais concrètement par les accords signés. En échange de livraisons de pétrole, les accompagnateurs de Giscard se sont engagés à livrer des hélicoptères et des armes légères, tout un matériel sophistiqué pour les combats de rue.

Car c'est cela la réalité de la présence Giscardienne dans le Golfe Persique. Il est allé pour donner une "aide" française aux monarches et emirs afin d'écraser les masses de ces pays dont l'effervescence a été révélée à partir de la prise d'otages à l'ambassade US en Iran.

Il y a eu dans tous ces pays des attaques d'ambassades US, l'insurrection de la Mecque" avec des inscriptions pro-palestiniennes. Il y



Un camp de réfugiés palestiniens en Jordanie

a le Koweït agité, la Syrie où plusieurs villes connaissent des situations quasi-insurrectionnelles, le Liban où rien n'est réglé, la Jordanie aux prises avec les Palestiniens... Et Israël, qui paraissait le plus sûr garant de l'ordre impérialiste, en pleine crise inflationniste avec des mobilisations ouvrières et un mouvement d'insoumission chez les jeunes soldats. Qu'une telle région du monde, source de matières premières fondamentales pour l'impérialisme (le pétrole), soit déstabilisée est un grand danger pour les bourgeois.

L'impérialisme US n'a pas pu régler ce problème. Giscard tente d'occuper cette place. Il a discrètement "conseillé" l'armée saoudienne pour réduire l'insurrection de la Mecque. Il est intervenu au Liban. Il se propose de tenir un plus grand rôle pour rétablir l'ordre dans cette région tout en mettant l'impérialisme français à la meilleure place pour piller ces peuples de leurs ressources en matières premières. Giscard n'est pas allé dans le Golfe Persique pour affirmer des grands principes auxquels la bourgeoisie ne croit pas, il y est allé pour étendre le rôle de l'impérialisme français comme garant de l'ordre mondial dans cette région. Ceci avec l'appui de la bourgeoisie allemande.

LE DROIT DES PALESTINIENS

Et bien entendu, la déclaration de Giscard en faveur du droit à l'autodétermination du peuple palestinien n'est là que pour voiler le véritable caractère de sa présence au Proche et Moyen-Orient, elle est là pour trouver une collaboration auprès de l'OLP et de Yasser Arafat. Giscard le colonial pour l'autodétermination? Giscard qui veut expulser de France un étudiant palestinien serait pour la cause du peuple palestinien? Evidemment non. L'autodétermination est un bien vague mot et recouvre toujours des intentions autres chez les impérialistes. Dans le cas présent, il s'agit avec l'accord de l'OLP d'Ara-

fat de mettre en place un "état" palestinien, immense camp de réfugiés dans lequel pourraient être mis tous ces palestiniens qui troublent l'ordre tant au Koweït, qu'en Syrie, qu'au Liban et en Jordanie, sans parler d'Israël. Il s'agit de désarmer la bombe palestinienne qui risque d'embraser les masses de tout le Proche-Orient. L'autodétermination que veut Giscard n'est en réalité qu'un emprisonnement du peuple palestinien sur la base d'un accord avec l'OLP. Cette dernière s'est d'ailleurs empressée de répondre présent à cet appel. Mais elle doit accepter toutes les conditions Giscardiennes la première étant de reconnaître l'état d'Israël.

Et c'est cette coalition qui dévoile le réel caractère de l'autodétermination façon Giscard. Que peut-être un état palestinien avec le maintien de l'état militaire-policiériste d'Israël, sinon un vaste camp de réfugiés? C'est la nouvelle façon dont Giscard tente de tromper les masses d'Orient et d'intégrer l'OLP aux accords Sadate-Begin. Le prolétariat français doit, avec la IVe Internationale, rejeter et dénoncer toute illusion vis-à-vis des déclarations de sa propre bourgeoisie. Il doit se trouver aux côtés des masses du Moyen et Proche-Orient, aux côtés du peuple palestinien contre les menées impérialistes dans cette région du monde. Pour cela, il doit se mobiliser contre les accords Sadate-Begin, contre l'incarcération des palestiniens dans un soit-disant "état". Il doit se préparer à intervenir contre toute action de l'impérialisme français dans cette région du monde.

C'est la meilleure façon d'aider à la lutte des masses du Moyen-Orient et en particulier de Palestine dans leur composante juive et arabe, sur les bases suivantes :

A BAS LES ACCORDS SADATE-BEGIN!

A BAS L'ETAT D'ISRAEL!

CONSTITUANTE POUR TOUTE LA PALESTINE!

Alain Cavalier

PEROU : A propos de la candidature d'Hugo Blanco...

LES CENTRISTES AU SECOURS DE LA "DEMOCRATIE" IMPERIALISTE.

D'ici quelques semaines vont se dérouler au Pérou des élections présidentielles. Dans la situation telle qu'elle se développe en Amérique Latine, après la chute du dictateur Somoza au Nicaragua, et les efforts de toutes les forces politiques, de l'impérialisme U.S. jusqu'aux centristes, alignés derrière Castro et les Sandinistes, pour canaliser le mouvement des masses et le maintenir dans le cadre de la collaboration de l'impérialisme et du Kremlin, ces élections ont une importance particulière. Non seulement parce que le processus "démocratique" que le gouvernement militaire veut mettre en place est semblable à celui qui se déroule dans d'autres pays d'Amérique du Sud, mais parce que dans ce processus la place des différentes organisations ouvrières, et particulièrement de celles qui se réclament de la révolution, est extrêmement importante pour opérer une délimitation des tâches de l'avant-garde dans ce pays.

UNE CANDIDATURE "TROTSKYSTE"?

C'est ici qu'apparaît toute l'importance de l'opération menée, à l'échelle internationale, par les centristes se réclamant de la IVème Internationale, pour présenter leur accord politique de soutien à la candidature d'Hugo Blanco comme un important accord de principe pour défendre l'indépendance de classe au Pérou.

A la lecture de la presse des différentes organisations centristes, il saute aux yeux que cet accord n'a en aucun cas ce caractère et que ces différentes organisations - le Parti Révolutionnaire des Travailleurs, organisation au Pérou du "Secrétariat Unifié" (1) pabliste, et les deux fractions du "Comité paritaire" mis en place par l'OCI après la récente crise du S.U. : Parti Ouvrier Marxiste Révolutionnaire, affilié au CORQI (2) et Parti Socialiste des Travailleurs représentant la "fraction bolchévique" (3) - présentent lamentablement cette candidature "trotskyste" comme un paravent derrière lequel apparaît presque à l'oeil nu la réalité de leur politique manoeuvrière et orientée vers le soutien à l'appareil stalinien. Dans une telle orientation au Pérou, la responsabilité incombe essentiellement au S.U. et à son organisation locale, le PRT d'Hugo Blanco ; celui-ci partisan "des droits de l'homme" de Carter, comme son allié le SWP des USA, a, dans un premier temps, formé un front électoral sans principes regroupant, avec également le POMR, différentes organisations maoïstes et "anti-impérialistes" (dénomination sous laquelle se cachent des fronts de collaboration de classes avec la bourgeoisie), l'ARI (Alliance de la Gauche Révolutionnaire). Cet organisme est curieusement présenté, par exemple dans "Rouge", organe de la LCR française, comme une sorte de cartel électoral qui laissait chaque organisation qui le constituait libre de défendre son propre programme politique, donc un cadre purement conjoncturel et technique ; et en même temps, ces mêmes centristes le présentent comme un important acquis, une victoire politique pour les masses, et le rédacteur de "Rouge" (n°910) le qualifie de "cadre d'expression et de réalisations de l'indépendance de classe".

tion de l'indépendance de classe".

Du simple point de vue du bon sens, de telles affirmations peuvent paraître ridicules, car comment l'indépendance de classe pourrait-elle se "réaliser" avec des organisations dont la politique est caractérisée par la collaboration des classes?

Mais si la logique courante démontre une telle absurdité, il n'en va pas de même dans la logique politique des pablistes qui consiste à vouloir bloquer toute avancée politique des travailleurs et des masses populaires du Pérou dans la voie de l'indépendance de classe. Le rédacteur de "Rouge" définit l'ARI : "un pas en avant à partir duquel les aspirations réelles des masses pourraient s'exprimer mieux et avec une force accrue", confondant sciemment la nécessité ressentie par les travailleurs de l'unité et de la démocratie dans leurs luttes, dans les dures conditions de la bataille politique et de l'influence du stalinisme, avec le fait que la profusion de différentes organisations maoïstes, "anti-impérialistes", etc. refléterait d'une manière positive cette recherche par la classe ouvrière, de ses propres solutions politiques.

Le développement même de la lutte des classes dans les pays arriérés démontre au contraire que ces courants petits-bourgeois, en particulier le maoïsme, issus de la crise du stalinisme reprennent sa politique de "fronts" où le prolétariat est allié avec des secteurs de la bourgeoisie qualifiés de "progressistes" et subordonnent ainsi sa lutte à des solutions "démocratiques" au nom du "non-alignement", de l'affirmation qu'une troisième voie est possible, entre l'impérialisme et le stalinisme, voie autre que la lutte pour que le prolétariat s'organise de manière indépendante pour son propre pouvoir.

Mais la lutte contre de tels courants n'est pas une bataille d'idées, comme le présentent souvent les centristes; elle ne peut se faire que sur la base de l'intransigeance sur une politique de classe, en avançant dans toute lutte la nécessité du parti prolétarien qui seul peut mener la lutte pour l'indépendance de classe. Cette lutte est incompatible avec les compromis pourris et la manoeuvre qui caractérisent la politique des centristes et que ne pouvait que développer un cadre comme l'ARI. Dans de telles conditions, pour le PRT, reprocher aux maoïstes d'avoir manoeuvré dans ce cadre pour y imposer leur propre politique est simplement grotesque. Mais cela permet au parti d'Hugo Blanco, qui a impulsé ce front, de prétendre maintenant, après sa rupture, représenter une candidature "révolutionnaire, trotskyste". En réalité, son contenu n'est en rien différent de cette politique de "front" sans principes et les conditions de sa constitution le confirment.

Dans cette mise en scène, l'organisation péruvienne du CORQI, le POMR, apporte une pierre importante. Se présentant fièrement comme "membre fondateur du FOCEP" (4), cette organisation a avant les élections et la constitution des candidatures proposé l'"unité"

aux "camarades Ledesma, Hugo Blanco, tous deux membres du FOCEP, A. Barrientos, de l'UDP, et G. Del Prado, du PCP(U)" pour constituer une liste unitaire "sans représentants de la bourgeoisie civile ou militaire" promettant de soutenir "sans condition" une "candidature d'unité".

C'est suffisamment clair : non seulement l'organisation au Pérou du CORQI veut reconstituer le FOCEP, pour empêcher que devant les travailleurs soit tiré le bilan de cet organisme, dont le représentant, Ledesma, s'est efforcé de former une liste avec un représentant direct de la dictature et le principal dirigeant stalinien du Pérou, mais son but est d'impulser une candidature, où "l'unité" de collaboration des classes soit à nouveau réalisée, comme dans le FOCEP! Si le POMR, pour sa part, limite son rôle à cette "pression", cela est suffisant pour renforcer politiquement la candidature Blanco, qui, lui, en tant que représentant du SU, a mis en place l'ARI pour briser l'aspiration des travailleurs à leur indépendance de classe. Si le POMR a soutenu ce front, l'OCI qui impulse le CORQI le cache, révélant ainsi que même s'ils désapprouvent peut-être "tactiquement" cet alignement sur le SU, Lambert-Just ne peuvent opérer que des réajustements manoeuvriers qui ne changent rien au contenu de cette politique pourrie. Car le CORQI, regroupement international d'organisations "responsables de leur propre politique" ne peut avoir d'autre rôle que de colmater par un langage plus "révolutionnaire" les brèches qu'ouvre dans le SU le développement de l'offensive ouvrière, et dont les organisations qui en sont membres subissent directement l'impact. La constitution du "Comité paritaire", regroupant, avec l'OCI, différentes tendances issues de cette crise avait précisément cet objectif : le regroupement, au Pérou, autour de la candidature d'Hugo Blanco, de représentants du S.U. et du Comité Paritaire ne représente pas une "candidature trotskyste", mais c'est le résultat de cette politique et de ces manoeuvres sans principes. Elle vise, sous couvert d'unité de tendances se réclamant du programme de la IVème Internationale, à désorienter les travailleurs et les militants les plus avancés, la jeunesse en lutte, et particulièrement les masses ouvrières et paysannes des Deux Amériques, par rapport à l'enjeu des élections au Pérou, où l'impérialisme et son allié stalinien veulent procéder à une remise en ordre qui permettrait une institutionnalisation de la dictature et serait ainsi un coup porté à l'ensemble des travailleurs du continent.

LA NECESSITE D'UN BILAN POLITIQUE

En se regroupant ainsi, ces organisations veulent éviter le bilan de la lutte que les travailleurs ont menée dans la récente période, du combat qu'ils ont engagé autour de l'Assemblée Constituante et que ces centristes ont brisé de concert avec les stali-niens, en faisant de celle-ci un but en soi, qui était opposé à la mobilisation propre de la classe ouvrière dans ses organes de lutte indépendants, dont ils ne faisaient qu'une force de pression sur cette Assemblée dirigée par des tendances ennemies des travailleurs. Proposer aujourd'hui, comme le POMR, la lutte pour une Assemblée populaire nationale, revient à essayer de ressusciter l'Assemblée Constituante, à renforcer les illusions des travailleurs dans un processus démocratique, et explique le caractère d'une lutte pour la "démocratie" développée par la candidature d'Hugo Blanco.

Ceci, précisément au moment où il apparaît que, y compris dans les conditions-mêmes où sont orga-

nisées les élections et déclarées les candidatures, le gouvernement des militaires bafoué les règles les plus élémentaires de la "démocratie", même formelle, telle qu'elle a cours dans les pays qui ont une tradition parlementaire : refus de légaliser les partis comme celui d'Hugo Blanco; utilisation de l'information à son propre profit, accompagnée de la répression et de l'intimidation contre les travailleurs, avec le flicage qui exige de la part de chaque candidature 40 000 signatures pour être légalisée!

S'il est évident que de telles conditions, dont usent d'ailleurs de plus en plus tous les gouvernements des pays "démocratiques", ne peuvent interdire l'utilisation même de ces élections, cela exige de la part d'une organisation révolutionnaire de dévoiler le sens véritable de cette "démocratie" impérialiste et d'amener, y compris à travers la propagande électorale, les travailleurs à la nécessité d'utiliser contre ce gouvernement leurs propres méthodes de lutte, leurs propres organes indépendants. Or les centristes ont impulsé leur candidature comme celle du "front unique anti-impérialiste", c'est-à-dire de la collaboration de classes avec la bourgeoisie nationale dite "progressiste", et ont présenté l'indépendance de classe comme l'unité dans le FOCEP, c'est à dire celle des organisations ouvrières et "anti-impérialistes".

Qu'est-ce qui distingue alors la candidature d'Hugo Blanco, soutenu par les seules organisations se réclamant de la IVème Internationale? C'est uniquement le fait que les centristes, à travers cette candidature, veulent présenter la IVème Internationale comme force d'appoint au stalinisme, et pour qui l'"indépendance de classe" ne se distingue pas de la démocratie bourgeoise; de ce point de vue, le fait d'avancer le mot d'ordre de "gouvernement ouvrier et paysan" n'est pour eux qu'un vernis "révolutionnaire" destiné à cacher cette politique; en effet, ils ne lui donnent que le contenu et le programme de la démocratie bourgeoise : "Le POMR considèrera que le combat pour l'unité est le combat pour le gouvernement ouvrier et paysan, gouvernement qui sortira le pays de la crise en donnant satisfaction aux revendications ouvrières, paysannes, populaires et anti-impérialistes" (suit la Liste de ces revendications, posant sur le même plan l'"amnistie politique et syndicale" et l'"expulsion de l'impérialisme" et cautionnant ainsi le processus "démocratique" des militaires) (extrait d'une déclaration du POMR publiée dans "La Vérité" de l'OCI n°990.)

Les centristes, font ainsi subir au mot d'ordre de "gouvernement ouvrier et paysan" (et cela est tout aussi vrai du mot d'ordre de "gouvernement des travailleurs sans patrons ni généraux" avancé par Hugo Blanco) la falsification dont Trotsky accusait déjà les sta-

Suite p.7

- NOTES.....
- (1) Secrétariat Unifié : centre révisioniste usurpant le drapeau de la IVème Internationale.
 - (2) Comité D'Organisation pour la Reconstruction de la Quatrième Internationale : organisme mis en place par l'OCI après la dissolution par elle du "Comité International" qui regroupait les organisations opposées au révisionisme.
 - (3) Fraction Bolchévique : Tendance du SU expulsée à la suite de la crise de celui-ci en Novembre 79.
 - (4) FOCEP : Front Ouvrier, Etudiant, Paysan et Populaire. Organisme impulsé par les centristes dans l'Assemblée Constituante au Pérou.